

Information réglementée – Bruxelles, Paris, 11 mars 2022 – 17h45

Résultats consolidés 2021 du groupe Dexia¹

Résultat net de EUR -334 millions au 31 décembre 2021 contre EUR -618 millions au 31 décembre 2020

- *Résultat récurrent (EUR -133 millions) intégrant un coût du risque positif à EUR +117 millions, notamment lié à la revue du scénario macroéconomique déterminant les pertes de crédit attendues*
- *Impact limité des éléments de volatilité comptable (EUR +3 millions)*
- *Éléments non récurrents (EUR -203 millions) principalement liés à la stratégie de réduction du bilan et de transformation du groupe*

Avancées de la résolution du groupe

- *Total bilan pour la première fois sous la barre des EUR 100 milliards, en baisse de 14 % sur l'année pour atteindre EUR 98,7 milliards au 31 décembre 2021*
- *Près de EUR 4 milliards d'actifs cédés en 2021 ; environ 95 % de l'objectif fixé dans le cadre du plan de cession d'actifs déjà réalisé au 31 décembre 2021*
- *Simplification du groupe : transfert d'un portefeuille d'actifs et de dérivés de Dexia Crediop à Dexia Crédit Local et lancement du processus de cession du portefeuille de GICs aux États-Unis*

Résilience confirmée du modèle de financement

- *Programme annuel de refinancement à long terme finalisé dès le mois de juillet*
- *Prolongation de la garantie de financement par les États belge et français effective au 1^{er} janvier 2022*
- *Fin de l'accès aux refinancements de la Banque centrale européenne au 31 décembre 2021*

Ratio « Total Capital » robuste à 31,6 % au 31 décembre 2021

Pierre Crevits, administrateur délégué de Dexia, a déclaré : « *En dépit d'un environnement demeurant difficile, le groupe Dexia démontre à nouveau sa résilience et son agilité mises au service de la simplification et de la réduction de son bilan, qui passe pour la première fois sous la barre des 100 milliards d'euros. Le début de 2022 est marqué par une situation géopolitique particulièrement complexe. Dexia n'a aucune exposition directe sur l'Ukraine et la Russie et son modèle de financement, basé sur la diversification des sources de financement et le maintien d'une réserve de liquidité confortable lui permet de faire face à des conditions de marché stressées. Je salue l'engagement constant des collaborateurs pour le groupe qui, cette année encore, ne s'est pas démenti.* »

Gilles Denoyel, président du conseil d'administration de Dexia, a déclaré : « *En 2021, le conseil d'administration a en particulier poursuivi sa réflexion stratégique à long terme. Cette réflexion se prolonge en 2022 et fait l'objet d'études approfondies par Dexia. Je remercie le management et les équipes de Dexia de tout le travail accompli en 2021 pour poursuivre, avec efficacité, la mise en œuvre de la résolution ordonnée du groupe et je me réjouis du soutien fort des États belge et français qui partagent une vision commune de l'ambition d'évolution de Dexia.* ».

¹ Les données chiffrées de ce communiqué de presse ne sont pas auditées.

Introduction

Après une année fortement marquée par la pandémie de Covid-19, l'amélioration des conditions de marché et la réduction de la volatilité amorcées fin 2020 grâce au soutien historique des banques centrales se sont poursuivies en 2021.

Dans cet environnement plus favorable, le groupe Dexia a poursuivi son programme de cession d'actifs à un rythme soutenu et finalisé son programme annuel de refinancement à long terme dès le mois de juillet.

Combinée à la réduction des portefeuilles, la remontée des taux d'intérêt amorcée fin 2021 a contribué à la baisse significative du bilan qui passe sous le seuil des EUR 100 milliards fin décembre 2021. La forte réduction du besoin de financement du groupe a accru sa résilience à un éventuel stress de liquidité dans le contexte de la fin de l'accès au refinancement de la Banque centrale européenne au 31 décembre 2021.

Le résultat net dégagé par le groupe en 2021 demeure négatif à EUR -334 millions. Dexia continue toutefois d'afficher des ratios de solvabilité robustes, largement supérieurs au minimum de 11,25 % requis pour l'année 2021 dans le cadre du processus de contrôle et d'évaluation prudentiels (*Supervisory Review and Evaluation Process - SREP*).

Le conseil d'administration de Dexia SA s'est réuni le 11 mars 2022 et a approuvé le compte de résultat et le bilan de Dexia SA pour l'exercice 2021. Le rapport annuel du groupe Dexia sera publié le 30 avril 2022 sur le site internet www.dexia.com.

1. Événements et transactions significatifs

- *Simplification du réseau international en Italie et aux États-Unis*
- *Poursuite de la gestion proactive du bilan, du hors bilan et des risques*
- *Prolongation de la garantie de financement par les États belge et français, élément clé de la résolution du groupe*

A. Avancées de la résolution du groupe

Simplification du réseau international

Italie

En 2021, Dexia a finalisé le transfert, de Dexia Crediop vers Dexia Crédit Local Paris et Dublin, d'un portefeuille d'actifs de EUR 3,2 milliards de valeur nominale, composé de prêts, d'obligations et de dérivés de couverture associés. Ces titres ont été transférés à la valeur nette comptable qu'ils affichaient dans les comptes de Dexia Crediop et non à leur valeur de marché. Le transfert du portefeuille n'a eu aucun impact fiscal en Italie ni en France mais a donné lieu à une différence temporelle entre valeur fiscale et valeur comptable en Irlande, conduisant à une charge d'impôt différé passif de EUR -54 millions, qui a été comptabilisée au 1^{er} trimestre 2021 dans les comptes consolidés du groupe Dexia.

Dexia a également mis en place un programme de transfert de 25 contrats d'échange de taux d'intérêt (swaps) exécutés avec des clients de Dexia Crediop, représentant un encours total de EUR 1,8 milliard. Au cours de l'année, 11 swaps ont ainsi été transférés vers Dexia Crédit Local. Les transferts se poursuivront en 2022, au gré de l'obtention des consentements des contreparties.

Par ailleurs, le groupe a adapté et optimisé les actions d'amélioration du mix de financement de sa filiale à la suite des transferts d'actifs effectués durant l'année.

États-Unis

Depuis la transformation réussie de la succursale de Dexia Crédit Local à New York en novembre 2020, l’empreinte du groupe aux États-Unis est constituée d’un bureau de représentation et de Dexia Holdings Inc. qui détient Dexia Financial Products Holdings Inc. et FSA Global Funding Ltd. Au 31 décembre 2021, le bilan de ces entités s’élève à EUR 2,6 milliards. Il est principalement constitué de titres à l’actif, de contrats d’investissement garantis (*Guaranteed investments contracts* – GICs) et de refinancements intragroupe au passif.

Le groupe a entrepris la restructuration de ces entités, en particulier la cession du portefeuille de GICs à un investisseur institutionnel aux États-Unis. L’effort d’obtention des consentements de toutes les parties tierces nécessaires au transfert de ce portefeuille a été entamé au second semestre de 2021 et devrait se poursuivre au premier semestre 2022.

Poursuite des ventes d’actifs à un rythme soutenu

Après un début d’année 2020 fortement perturbé par la pandémie de Covid-19, le retour à la normale quasi généralisé des conditions de marché à partir de septembre 2020 avait permis au groupe Dexia de poursuivre le programme de cession d’actifs validé par le conseil d’administration en juillet 2019 à un rythme soutenu. Ces conditions de marché favorables ont perduré en 2021, notamment grâce à l’intervention des banques centrales et aux programmes de soutien budgétaire européens.

Ainsi, fin décembre 2021, les portefeuilles d’actifs s’inscrivent en baisse de EUR 6,2 milliards par rapport à fin décembre 2020, grâce à EUR 2,3 milliards d’amortissement naturel et EUR 3,8 milliards de cessions et de remboursements anticipés portant sur EUR 2,4 milliards de prêts et EUR 1,4 milliard d’obligations.

Sur l’année, 57 % des actifs cédés ou remboursés anticipativement sont libellés en devises non euro (livre sterling, dollar US et dollar canadien), ce qui a permis la poursuite de la réduction du risque de refinancement du groupe notamment dans ses devises « non core ». Les actifs cédés présentent une durée de vie moyenne de 8 ans environ),

Les cessions et remboursements se sont principalement concentrés sur des financements de projets et de grandes entreprises (EUR 1 milliard) et des actifs du secteur public (EUR 1,6 milliard), en particulier des prêts aux collectivités locales françaises (378 prêts cédés ou remboursés pour un encours de EUR 0,9 milliard) et des prêts à des acteurs du secteur du logement social au Royaume-Uni (EUR 0,6 milliard).

Dexia a par ailleurs réduit son risque de concentration en cédant des encours sur la République d’Italie (EUR 0,4 milliard) et sur l’État de l’Illinois aux États-Unis (EUR 0,3 milliard).

En 2021, une cinquantaine d’opérations « complexes » ont fait l’objet de remboursement anticipé (crédits revolving) ou de restructuration (crédits indexés sur des indices structurés), contribuant ainsi à la poursuite de la simplification du portefeuille commercial.

Depuis la mise en œuvre du nouveau programme de cessions d’actifs en juillet 2019, le groupe Dexia a réalisé 95 % de l’objectif de réduction du volume du portefeuille fixé à échéance fin 2022.

Compte tenu des fortes incertitudes géopolitiques pesant sur les marchés financiers, le conseil d’administration, réuni en décembre 2021, a décidé d’étendre la fenêtre d’exécution de ce programme jusqu’à fin 2023.

La forte volatilité consécutive au conflit en Ukraine ralentit le rythme des ventes d’actifs. Le groupe n’a aucune exposition directe en Ukraine ou en Russie. Il possède une exposition indirecte sur la filiale croate d’une banque russe, via un dépôt dont le montant n’est toutefois pas significatif. Par ailleurs, Dexia n’a pas d’exposition au rouble russe (RUB) ou à l’hryvnia ukrainienne (UAH).

Gestion proactive du hors bilan

En 2021, le groupe a également poursuivi la mise en œuvre du programme de réduction de son portefeuille de dérivés initié en 2019 afin d'en simplifier la gestion opérationnelle et d'en réduire le montant nominal en procédant notamment à des exercices de compression. Par ailleurs, une trentaine de contrats d'échange de taux d'intérêt (swaps) exécutés avec des clients, ont été débouclés anticipativement, ce qui renforce la simplification des encours commerciaux.

Réduction de la sensibilité du bilan et du résultat aux paramètres de marché

Depuis plusieurs années, Dexia poursuit une politique active de gestion des risques ALM, visant en particulier à réduire la sensibilité de son bilan et de sa trajectoire de profitabilité à certains paramètres de marché. Ce programme s'est poursuivi en 2021 selon une bonne dynamique, sous le pilotage du comité de gestion Actif-Passif (ALCO) et a permis de réduire de façon matérielle la sensibilité de la marge nette d'intérêt aux paramètres de marché les plus sensibles et donc l'amplitude d'un stress potentiel sur la solvabilité du groupe.

B. Prolongation de la garantie de financement par les États et évolution de la gouvernance

Prolongation de la garantie de financement de Dexia par les États belges et français

À la suite de l'approbation² par la Commission européenne de la prolongation de la garantie de financement de Dexia pour une nouvelle période de 10 ans à compter du 1^{er} janvier 2022, les États français et belge ont adopté les textes de loi relatifs à cette prolongation, respectivement les 29 décembre 2020 et 27 juin 2021^{3&4}.

Pour rappel, la garantie de financement prolongée (garantie 2022) conserve la majeure partie de ses caractéristiques actuelles et reste donc conjointe, inconditionnelle, irrévocable et à première demande. Les modifications suivantes ont cependant été apportées au schéma de la garantie :

- Le nouveau plafond de garantie est de EUR 75 milliards, dont EUR 72 milliards pour couvrir les émissions de dette du groupe et EUR 3 milliards au titre des découverts interbancaires intrajournaliers en euros et en devises ;
- L'État luxembourgeois ne prend plus part au mécanisme de garantie. Sa quote-part de 3 % est répartie entre les États belge et français en proportion de leur quote-part respective actuelle de 51,41 % et 45,59 %, soit 53 % pour la Belgique et 47 % pour la France ;

La rémunération de la garantie 2022 reste de 5 points de base par an sur les encours garantis, payable mensuellement. Cette commission serait en outre augmentée d'une commission différée conditionnelle, payable à l'occasion de la liquidation du groupe et pour autant que Dexia Crédit Local ne dispose plus d'une licence bancaire. La tarification de cette commission serait progressive dès 2022 et atteindrait un taux annuel de 135 points de base en 2027 sur les encours émis sous le schéma de garantie prolongée. Les modalités de comptabilisation de cette commission sont décrites à l'annexe 2 de ce communiqué de presse.

Cette structure de rémunération de la garantie permet de pleinement mettre en œuvre le principe de partage de fardeau (*burden sharing*) qui sous-tend la résolution ordonnée de Dexia et qui impose que toute amélioration de la situation financière de Dexia bénéficie aux seuls États actionnaires et garants.

La garantie ainsi prolongée est entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2022. La garantie de 2013, bien qu'arrivée à échéance le 31 décembre 2021, continue cependant de produire ses effets pour toutes les obligations garanties émises par Dexia Crédit Local jusqu'au 31 décembre 2021 et ce pour une durée de maturité

² https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/mex_19_5875

³ Cf. communiqué de presse Dexia du 28 mai 2021, disponible sur www.dexia.com.

⁴ Loi 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finance pour 2021, publiée au Journal Officiel le 30 décembre 2020 et loi du 27 juin 2021 portant des dispositions financières diverses, publiée au Moniteur Belge le 9 juillet 2021.

maximale de 10 ans depuis leur date d'émission. Au 31 décembre 2021, l'encours de dette garantie de Dexia s'élève à EUR 48 milliards.

Évolution de la gouvernance du groupe

Le 29 avril 2021, le conseil d'administration de Dexia a coopté Marie-Anne Barbat-Layani en qualité d'administrateur non exécutif de Dexia, en remplacement de Bertrand Dumont. Sa nomination définitive a été approuvée par l'assemblée générale ordinaire de Dexia du 19 mai 2021.

Le 25 novembre 2021, le conseil d'administration de Dexia a nommé Pascal Gilliard qui a succédé à Guy Cools en qualité de membre du comité de direction et directeur de la filière Actifs de Dexia à partir du 1^{er} décembre 2021.

De nationalité belge, Pascal Gilliard possède une solide expérience, acquise notamment au sein de BNP Paribas Fortis où il a exercé les fonctions de directeur des Marchés de capitaux pour la zone Europe, Moyen Orient et Afrique, de directeur des Risques de Turk Economy Bank et de directeur général d'une activité basée à Hong Kong.

La gouvernance de Dexia et Dexia Crédit Local étant intégrée, Marie-Anne Barbat-Layani est également administrateur non-exécutif de Dexia Crédit Local et Pascal Gilliard est également directeur général délégué et directeur de la filière Actifs de Dexia Crédit Local.

C. Autres événements significatifs

Réforme des indices de référence (IBOR)

Afin de renforcer la fiabilité et la transparence des taux de référence à court terme (IBOR), une réforme a été engagée au niveau mondial visant à remplacer ces indices par de nouvelles références de taux sans risque (*nearly risk-free rates*) tels que l'ESTR (EUR), le SOFR (USD) ou le SONIA (GBP).

Dexia est exposé aux indices IBOR, principalement en euro, en dollar US et en livre sterling, par le biais d'instruments financiers amenés à être modifiés dans le cadre de cette réforme via le remplacement du taux d'intérêt de référence. Le cas échéant, la solidité des contrats concernés se trouve renforcée via l'insertion de clauses de remplacement (clauses de *fall-back*), précisant les modalités de remplacement dans le cas d'une cessation d'un taux d'intérêt de référence.

Le groupe a chargé un comité de pilotage de la veille de marché et du suivi des différents développements relatifs à cette réforme afin d'anticiper au mieux les conséquences de la transition vers les nouveaux taux de référence et de gérer le stock de contrats existants impactés par cette réforme. Dexia a également procédé aux analyses juridiques des contrats concernés par la réforme, aux analyses d'impacts financiers liés au remplacement des taux de référence et aux modifications nécessaires d'un point de vue opérationnel.

Au cours de l'année 2021, Dexia a principalement concentré ses travaux sur la transition des contrats indexés sur le LIBOR GBP, le LIBOR JPY, le LIBOR CHF et l'EONIA en vue de la cessation de ces indices respectivement les 1^{er} et 3 janvier 2022. En particulier, le groupe :

- a adhéré au Protocole ISDA en juin 2021, ce qui a conduit à un amendement automatique, dès le début de l'année 2022, des contrats cadres avec les contreparties bilatérales ayant également adhéré à ce protocole. Par ailleurs, pour certains contrats de dérivés, le groupe a renégocié par anticipation, dès 2021, l'ajout de nouvelles clauses de remplacement directement avec les contreparties. Concernant les contrats de dérivés traités avec les chambres de compensation, le remplacement de l'indice de la branche variable des instruments indexés sur l'EONIA et le LIBOR GBP a eu lieu respectivement le 15 octobre et le 17 décembre 2021 ;

- a assuré la transition vers l'ESTR de ses accords de cash collatéral en EUR liés à des contrats de dérivés et de repo traités avec des contreparties OTC ;
- a achevé, pour la grande majorité de ses contrats de titres, de prêts et de lignes de crédit ainsi que des contrats de financement concernés par la phase de transition, le processus de mise à jour de ces contrats ou de mise en œuvre de dispositions de remplacement appropriées.

Au 31 décembre 2021, Dexia a finalisé la quasi-totalité de la transition des contrats sur les indices cessant à cette date. Le solde concerne des contrats dont les modalités de transition vers les nouveaux taux de référence ont été fixées en 2021 et dont la migration aura lieu dans le courant de 2022.

Au cours de l'année 2022, Dexia poursuivra également ses travaux avec l'élaboration de la stratégie de transition pour ses instruments indexés sur le LIBOR USD, compte tenu de l'échéance de la cessation de l'indice fixée à fin juin 2023.

Au 31 décembre 2021, en application des amendements à IFRS 9 et IAS 39 sur la réforme des taux d'intérêt de référence⁵, la transition des contrats de dérivés de couverture de juste valeur de Dexia indexés sur le LIBOR GBP a généré un impact total de EUR +117 millions sur le compte de résultat consolidé de Dexia. Cet impact est engendré par la réévaluation, sur la base de la courbe SONIA, de la juste valeur du risque couvert à la suite de sa redéfinition. Il correspond à la reprise du stock d'inefficacité comptable LIBOR GBP/SONIA au moment de la transition. L'alignement des couvertures de juste valeur sur le nouvel indice de référence, qui est le taux sans risque, a permis de supprimer la volatilité provenant du risque de taux LIBOR GBP/SONIA, de même que l'inefficacité comptable de couverture de taux associée.

Par application d'un traitement comptable identique, Dexia s'attend à ce que la transition des contrats de dérivés de couverture de juste valeur indexés sur le LIBOR GBP, JPY et CHF via l'activation des clauses de remplacement dans le cadre du protocole ISDA génère un impact positif en résultat de l'ordre de EUR 320 millions, qui sera enregistré dans les comptes consolidés de Dexia en 2022.

L'impact de la transition des instruments indexés sur le LIBOR USD sur les comptes consolidés de Dexia ne peut pas encore être estimée à ce stade.

2. Résultats annuels 2021

- *Éléments récurrents (EUR -133 millions), intégrant un coût du risque positif (EUR +117 millions), principalement lié à la revue du scénario macroéconomique déterminant les pertes de crédit attendues*
- *Sur l'année, impact légèrement positif des éléments de volatilité comptable (EUR +3 millions)*
- *Éléments non récurrents (EUR -203 millions) principalement liés à la stratégie de réduction du bilan et de transformation du groupe*

A – Présentation des états financiers consolidés de Dexia au 31 décembre 2021

Continuité d'exploitation

Les états financiers consolidés de Dexia au 31 décembre 2021 ont été établis selon les règles comptables applicables en situation de continuité d'exploitation conformément à IAS 1 § 25 et 26. Ceci suppose un certain nombre d'hypothèses constitutives du plan d'affaires sous-jacent à la résolution du groupe Dexia, développées en annexe 1 de ce communiqué de presse.

⁵ Phase 2 à partir du 1^{er} janvier 2022.

B - Résultats consolidés annuels du groupe Dexia

Afin de faciliter la lecture de ses résultats et d'en mesurer la dynamique au cours de l'année, Dexia ventile son résultat selon trois segments analytiques distincts.

Le résultat net part du groupe de EUR -334 millions au 31 décembre 2021 se compose des éléments suivants :

- EUR -133 millions sont attribuables aux éléments récurrents⁶ ;
- EUR +3 millions sont liés à des éléments de volatilité comptable⁷ ;
- EUR -203 millions ont été générés par des éléments non-récurrents⁸.

Présentation analytique des résultats du groupe Dexia					
en millions d'EUR	2020	2021			
	Total	Total	Éléments récurrents	Éléments de volatilité comptable	Éléments non récurrents
Produit net bancaire	-216	-126	27	3	-156
Charges générales d'exploitation et dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-334	-298	-279	0	-18
Résultat brut d'exploitation	-550	-424	-252	3	-174
Coût du risque de crédit	-169	117	117	0	0
Gains ou pertes nets sur autres actifs	101	0	0	0	0
Résultat net avant impôts	-618	-307	-136	3	-174
Impôts sur les bénéfices	-1	-52	2	0	-54
Résultat net d'impôts des activités abandonnées	0	25	0	0	25
Résultat net	-619	-334	-133	3	-203
Intérêts minoritaires	-1	0	0	0	0
Résultat net, part du groupe	-618	-334	-133	3	-203

⁶ Éléments récurrents liés au portage des actifs tels que les revenus des portefeuilles, les coûts de financement, les charges opérationnelles, le coût du risque et les impôts.

⁷ Éléments de volatilité comptable liés aux ajustements à la juste valeur d'actifs et de passifs incluant notamment les impacts de la norme IFRS 13 (CVA, DVA, FVA), la valorisation des dérivés OTC, les différents impacts relatifs aux instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat (notamment les actifs non-SPPI) et la variation de valeur des dérivés couvrant le portefeuille WISE (titrisation synthétique sur un portefeuille d'obligations rehaussées).

⁸ Éléments non récurrents incluant notamment les plus ou moins-values sur cession de participations et d'instruments comptabilisés au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres (incluant les ruptures de relations de couverture), les frais et gains liés à des litiges, les coûts et indemnités résultant de l'arrêt de projets ou de la résiliation de contrats, les frais de restructuration ainsi que les coûts associés aux projets stratégiques de restructuration du groupe ou des impôts ou taxes opérationnels exceptionnels.

Éléments récurrents

Éléments récurrents		
en millions d'EUR	2020	2021
Produit net bancaire	1	27
Charges générales d'exploitation et dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-307	-279
dont Charges et dotations hors taxes opérationnelles	-243	-225
dont Taxes opérationnelles	-64	-54
Résultat brut d'exploitation	-306	-252
Coût du risque de crédit	-169	117
Résultat net avant impôts	-475	-136
Impôts sur les bénéfices	-1	2
Résultat net	-476	-133
Intérêts minoritaires	-1	0
Résultat net, part du groupe	-475	-133

Le résultat net part du groupe dégagé par les éléments récurrents est de EUR -133 millions au 31 décembre 2021, contre EUR -475 millions fin décembre 2020.

Le produit net bancaire reflète essentiellement la marge nette d'intérêt, qui correspond au coût de portage des actifs ainsi qu'au résultat de transformation du groupe. La marge nette d'intérêt s'inscrit en hausse de EUR 25 millions par rapport au 31 décembre 2020, pour s'établir à EUR +37 millions au 31 décembre 2021, du fait notamment de la diminution du coût du cash collatéral.

À EUR -279 millions, les coûts s'inscrivent en baisse de EUR -28 millions par rapport au 31 décembre 2020. Ceci reflète essentiellement les efforts de maîtrise des charges générales d'exploitation (EUR -17 millions), ainsi que la baisse des taxes et contributions réglementaires (EUR -10 millions), liée en particulier à la réduction des contributions au Fonds de résolution unique et à la baisse des frais de supervision.

La principale variation du résultat récurrent par rapport au 31 décembre 2020, réside dans le coût du risque. En 2020, la pandémie de Covid-19 s'était en effet matérialisée par une augmentation des pertes attendues, le coût du risque s'établissant à EUR -169 millions au 31 décembre 2020 contre EUR +117 millions au 31 décembre 2021. Le coût du risque de l'année se compose principalement :

- d'une reprise de provisions collectives d'un montant net de EUR +156 millions, résultant de la mise à jour des scénarios macroéconomiques utilisés pour l'évaluation des pertes de crédit attendues dans le cadre d'IFRS 9, du passage de l'exposition sur la Banque Centrale de Tunisie de phase 2 en phase 3 à la suite du classement en *unlikely-to-pay* de la contrepartie, ainsi que de la mise à jour des paramètres de calcul et de l'évolution du portefeuille (changements de notation, cessions, amortissement naturel) ;
- d'une augmentation des provisions spécifiques de EUR -30 millions. L'impact du provisionnement complémentaire sur la Tunisie à la suite du passage de l'exposition en phase 3 est partiellement compensé par des reprises, notamment liées au remboursement anticipé total ou partiel de certaines expositions.

Les impôts s'élèvent à EUR +2 millions.

Éléments de volatilité comptable

Portés par la contribution positive de la réforme des indices de référence (IBOR), les éléments de volatilité comptable génèrent un impact légèrement positif de EUR +3 millions à fin décembre 2021 contre EUR -31 millions fin décembre 2020. Les principales composantes du résultat de l'année sont :

- un impact défavorable (EUR -151 millions) sur les inefficacités de couverture de juste valeur, lié à l'évolution des paramètres de marché, en particulier le resserrement des spreads sur les *Currency Basis Swaps* et sur le BOR-OIS, partiellement compensé par la hausse des taux d'intérêt en euro et en livre sterling ;
- un produit de EUR +117 millions lié à la transition de contrats de dérivés de couverture de juste valeur indexés sur le LIBOR GBP dans le cadre de la réforme des indices de référence (cf. section Événements et transactions significatifs de ce communiqué de presse) ;
- une variation positive de la valeur des actifs classés en juste valeur par résultat (EUR +19 millions) ;
- un effet neutre de la *Funding Value Adjustment* (FVA), de la *Credit Value Adjustment* (CVA) et de la *Debt Valuation Adjustment* (DVA).

Éléments non récurrents

Éléments non-récurrents		
en millions d'EUR	2020	2021
Produit net bancaire	-186	-156
Charges générales d'exploitation et dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-27	-18
dont Charges et dotations hors taxes opérationnelles	-26	-17
dont Taxes opérationnelles	-1	-1
Résultat brut d'exploitation	-213	-174
Coût du risque de crédit	0	0
Gains ou pertes nets sur autres actifs	101	0
Résultat net avant impôts	-112	-174
Impôts sur les bénéfices	0	-54
Résultat net d'impôts des activités abandonnées	0	25
Résultat net	-112	-203
Intérêts minoritaires	0	0
Résultat net, part du groupe	-112	-203

Les éléments non récurrents s'élèvent à EUR -203 millions au 31 décembre 2021 contre EUR -112 millions au 31 décembre 2020 et comprennent notamment :

- les pertes liées à des cessions d'actifs dans le cadre du programme validé en 2019, pour un montant de EUR -130 millions, contre EUR -72 millions fin 2020 ;
- un impact net négatif des provisions pour litiges de EUR -32 millions ;
- un impact de EUR -18 millions, principalement lié à des coûts de restructuration et de transformation, dans le contexte de résolution du groupe ;
- EUR +25 millions issus du règlement d'un litige impliquant une ancienne filiale du groupe, enregistrés en résultat des activités abandonnées ;

- une charge d'impôts différés de EUR -54 millions, liée au transfert de titres de Dexia Crediop vers Dexia Crédit Local Dublin (cf. section Événements et transactions significatifs de ce communiqué de presse).

3. Évolution du bilan, de la solvabilité et de la situation de liquidité du groupe

A - Bilan et solvabilité

- Baisse du bilan de 14 % par rapport à fin 2020, à EUR 98,7 milliards au 31 décembre 2021, liée à la hausse des taux d'intérêt et à la dynamique de cessions d'actifs
- Ratio « Total Capital » robuste à 31,6 % au 31 décembre 2021, contre 28,5 % au 31 décembre 2020

a - Évolution annuelle du bilan

Au 31 décembre 2021, le total de bilan consolidé du groupe s'élève à EUR 98,7 milliards, contre EUR 114,4 milliards au 31 décembre 2020, soit une baisse de EUR 15,8 milliards, portée par la hausse des taux d'intérêt et la dynamique de réduction des portefeuilles.

Le portefeuille d'actifs s'établit désormais à EUR 35,6 milliards et est composé de EUR 20 milliards d'obligations et de EUR 15,6 milliards de prêts, principalement libellés en euros. Il comprend des expositions sur le souverain italien et le secteur public européen (France, Italie, Espagne, Portugal) ainsi que des portefeuilles résiduels d'actifs britanniques, américains et japonais.

À l'actif et à taux de change constant, la diminution du bilan s'explique par l'amélioration des éléments de juste valeur et du cash collatéral posté (EUR -12 milliards) et par la réduction du portefeuille d'actifs (EUR -6,2 milliards).

Au passif et à taux de change constant, l'évolution du bilan se traduit principalement par la réduction du stock des financements de marché (EUR -8,8 milliards) et par la baisse des éléments de juste valeur et du cash collatéral reçu (EUR -8,7 milliards).

Sur l'année, l'impact des variations de change sur l'évolution du bilan est significatif et s'élève à EUR +2,3 milliards, compte tenu de la dépréciation de l'euro, notamment face à la livre sterling et au dollar US.

b - Solvabilité

Au 31 décembre 2021, les fonds propres « Total Capital » du groupe Dexia s'élèvent à EUR 6,5 milliards, contre EUR 6,9 milliards au 31 décembre 2020. Cette baisse est notamment imputable au résultat net négatif de l'exercice (EUR -334 millions).

Au 31 décembre 2021, deux éléments significatifs sont déduits des fonds propres réglementaires, en ligne avec les exigences de la Banque centrale européenne (BCE) :

- le montant théorique de perte correspondant à la remédiation au non-respect du ratio des grands risques qui s'élève à EUR -51 millions⁹ ;
- le montant des engagements irrévocables de paiement (IPC) aux fonds de résolution et autres fonds de garantie, qui s'élève à EUR -68 millions.

⁹ Cf. communiqués de presse Dexia des 5 février et 26 juillet 2018, disponibles sur www.dexia.com.

Par ailleurs, à la suite de l'inspection sur site (*on site inspection*) relative au risque de crédit qu'elle a menée en 2018, la BCE a émis un certain nombre de recommandations. En conséquence, Dexia a déduit de ses fonds propres prudentiels un montant de EUR -35 millions au titre de complément pour provisions spécifiques.

Les corrections de valeur supplémentaires prises en compte dans les fonds propres réglementaires dans le cadre de l'évaluation prudente (*Prudent Valuation Adjustment – PVA*) s'élèvent à EUR -173 millions au 31 décembre 2021, contre EUR -190 millions au 31 décembre 2020. À noter que l'augmentation du facteur de diversification autorisée par l'ajustement temporaire à la CRR (*CRR Quick Fix*) validé par le Parlement européen en juin 2020, qui avait généré un impact positif de EUR +59 millions au 31 décembre 2020, n'a pas été renouvelée en 2021.

L'impact de l'atténuation à 50 % de l'effet de l'augmentation du niveau des provisions pour pertes de crédit attendues en raison de l'application de la norme IFRS 9 (*phase-in* statique) s'élève à +88 millions au 31 décembre 2021.

Enfin, dans le contexte de la crise de Covid-19, Dexia a fait usage en 2020 et 2021 de l'ajustement temporaire à la CRR permettant de réintégrer dans les fonds propres réglementaires les éventuelles nouvelles pertes de crédit attendues comptabilisées selon le référentiel IFRS 9 (*phase-in* dynamique). Compte tenu de l'amélioration de la situation fin 2021, Dexia n'a enregistré aucun montant au titre du *phase-in* dynamique au 31 décembre 2021. L'impact au 31 décembre 2020 était de EUR +152 millions.

Au 31 décembre 2021, les actifs pondérés des risques s'élèvent à EUR 20,6 milliards contre EUR 24,2 milliards fin décembre 2020, dont EUR 18,6 milliards au titre du risque de crédit, EUR 985 millions au titre du risque de marché et EUR 1 milliard au titre du risque opérationnel. La baisse de EUR 3,6 milliards des actifs pondérés du risque de crédit au cours de l'année est principalement imputable au rythme soutenu de réduction du portefeuille d'actifs.

Compte tenu de ces éléments, le ratio « Total Capital » de Dexia s'élève à 31,6 % au 31 décembre 2021, contre 28,5 % à la fin 2020, un niveau supérieur au minimum de 11,25 % requis pour l'année 2021 dans le cadre du processus de contrôle et d'évaluation prudentiels (*Supervisory Review and Evaluation Process – SREP*).

Au 31 décembre 2021, le ratio « Total Capital » de Dexia Crédit Local s'établit également au-dessus des exigences minimales à 27,6 %, comparé à 24,7 % au 31 décembre 2020.

Le 29 octobre 2021, l'ACPR a informé Dexia que l'exigence de fonds propres totale de 11,25 % sur une base consolidée était maintenue en 2022. Ce niveau comprend une exigence minimale de fonds propres de 8 % (*Pillar 1*) et un niveau de capital supplémentaire de 3,25 % (*P2R - Pillar 2 requirement*) devant être couvert au moins à hauteur de 56,25 % par des fonds propres « Common Equity Tier 1 » et de 75 % par des fonds propres « *Tier 1* ».

Les mesures d'assouplissement temporaire prises par la BCE en avril 2020 et se traduisant par le relâchement du coussin de conservation du capital (*capital conservation buffer*) et des fonds propres supplémentaires (*P2G - Pillar 2 guidance*), restent d'application en 2022. Le Haut Conseil de stabilité financière a également décidé de maintenir le niveau de coussin contra-cyclique à 0 % en 2022. La Bank of England a, quant à elle, annoncé une hausse du coussin contra-cyclique à 1 % à partir du 13 décembre 2022.

En incluant l'impact du coussin contra-cyclique portant sur les expositions au Royaume-Uni, estimé à 0,5 %, l'exigence en capital de Dexia s'élèvera à 11,25 % durant les trois premiers trimestres de 2022 et à 11,75 % au 4^e trimestre 2022.

Le 5 février 2021, l'ACPR a également confirmé à Dexia le maintien, jusqu'au 30 juin 2022, d'une tolérance qui lui permet de déduire de son capital réglementaire « *Common Equity Tier 1* » l'impact économique qu'engendre la remédiation à un manquement au respect du ratio des grands risques pour une exposition souveraine.

Dexia présentant un niveau de concentration significatif de certaines expositions, qui pourrait encore s'accroître avec la décroissance du portefeuille, le groupe a pris des mesures de protection de ses grands risques, notamment via des assureurs.

B – Évolution de la situation de liquidité du groupe Dexia

- *Résilience confirmée du modèle de financement : programme annuel de refinancement à long terme finalisé dès juillet 2021*
- *Encours de financement en baisse, en conséquence de la réduction du portefeuille d'actifs et du cash collateral*
- *Niveau de LCR élevé, en ligne avec la stratégie validée en 2017*
- *Réserve de liquidité de EUR 13 milliards fin 2021, calibrée en vue de la fin de l'accès aux facilités de la Banque centrale européenne au 31 décembre 2021*

Après une année 2020 fortement impactée par la pandémie de Covid-19, la stabilisation des marchés s'est poursuivie en 2021, grâce notamment au support des banques centrales. Dans ces conditions favorables, Dexia Crédit Local a maintenu une dynamique d'exécution soutenue de son programme de financement annuel à long terme, finalisé dès le mois de juillet 2021. Cinq transactions publiques ont été lancées en euro, en livre sterling et en dollar US, pour un montant total de EUR 5 milliards. Toutes ont suscité un intérêt marqué des investisseurs.

Les stratégies de diversification des sources de financement, tant en termes d'instruments que de devises et de maintien d'une réserve de liquidité confortable, se sont avérées pertinentes. Elles ont, en outre, permis au groupe une certaine souplesse dans l'exécution de son programme de refinancement et ont accru sa résilience à des conditions de marché stressées.

Globalement l'encours des financements s'inscrit en baisse de EUR 7,7 milliards par rapport au 31 décembre 2020, pour s'établir à EUR 61,6 milliards le 31 décembre 2021. Cette évolution est consécutive à la réduction du portefeuille d'actifs et du *cash collateral* (EUR -3,9 milliards), dont le montant net s'établit à EUR +19 milliards au 31 décembre 2021 à la suite de la remontée des taux d'intérêt.

En termes de mix de financement, les financements sécurisés s'élèvent à EUR 11,7 milliards au 31 décembre 2021 et les financements garantis par les États représentent 78 % de l'encours des financements, soit EUR 48 milliards. La réserve de liquidité du groupe s'élève à EUR 13,1 milliards, dont EUR 11,1 milliards sous forme de cash. Le groupe n'a plus accès au refinancement de la Banque centrale européenne depuis le 1^{er} janvier 2022, ce qui a mécaniquement réduit la part des réserves mobilisables en cas de stress. Les titres éligibles ont, en partie, permis de lever des financements sécurisés et, en partie, été déposés sur les plateformes EUREX et RepoClear afin de reconstituer des réserves de liquidité.

À la même date, le *Liquidity Coverage Ratio* (LCR) du groupe s'élève à 176 % contre 222 % au 31 décembre 2020. Cette baisse résulte des efforts d'optimisation de la réserve de liquidité entrepris par le groupe. Le ratio LCR est également respecté au niveau des filiales, chacune dépassant le minimum requis de 100 %. Le *Net Stable Funding Ratio* (NSFR) du groupe s'élève quant à lui à 163 %, contre 136 % au 31 décembre 2020.

En ce début d'année 2022 Dexia suit attentivement l'évolution de la situation géopolitique en Europe de l'Est et ses répercussions sur les marchés financiers. À ce stade, Dexia n'a pas constaté de détérioration sur le marché de la dette garantie à court terme ni sur celui des financements sécurisés. Par ailleurs le groupe dispose d'une réserve de liquidité calibrée pour lui permettre de faire face à des conditions de marché stressées.

Annexes

Annexe 1 – Continuité d'exploitation

Les états financiers consolidés de Dexia au 31 décembre 2021 ont été établis selon les règles comptables applicables en situation de continuité d'exploitation (*going concern*) conformément à la norme IAS 1 § 25 et 26. Ceci suppose un certain nombre d'hypothèses constitutives du plan d'affaires sous-jacent à la résolution du groupe ayant fait l'objet d'une décision par la Commission européenne en décembre 2012 et réévaluées sur la base des éléments disponibles à la date d'arrêt des comptes.

Les principales hypothèses retenues par le management pour la préparation des comptes consolidés au 31 décembre 2021 et les zones d'incertitude, renforcées en particulier par la situation liée à la pandémie de Covid-19, sont résumées ci-dessous :

- Le plan d'affaires suppose le maintien de la licence bancaire de Dexia Crédit Local ainsi que le maintien de la notation de Dexia Crédit Local à un niveau équivalent ou supérieur au rang *Investment Grade*.
- La poursuite de la résolution suppose que Dexia conserve une bonne capacité de financement qui repose notamment sur l'appétit des investisseurs pour la dette garantie par les États belge et français ainsi que sur la capacité du groupe à collecter des financements sécurisés. Depuis le 1^{er} janvier 2022, les émissions de Dexia Crédit Local bénéficient de la garantie 2022, qui prolonge la garantie 2013, arrivée à échéance au 31 décembre 2021 (cf. section Événements et transactions significatifs de ce communiqué de presse).
- Bien que gérant ces risques de façon très proactive, le groupe Dexia demeure très sensible à l'évolution de l'environnement macro-économique et aux paramètres de marché tels que les taux de change, les taux d'intérêt ou les marges de crédit. Une évolution défavorable de ces paramètres dans la durée pourrait peser sur la liquidité et le niveau de solvabilité du groupe. Elle pourrait aussi avoir un impact sur la valorisation d'actifs, de passifs financiers ou des dérivés OTC, dont les variations de juste valeur sont comptabilisées en compte de résultat ou par les fonds propres et sont susceptibles d'entraîner une variation du niveau de capital réglementaire du groupe.
- Jusqu'à leur cession effective, Dexia demeure notamment exposé à l'évolution de juste valeur des actifs ciblés à la vente dans le cadre du plan de cession validé par le conseil d'administration en 2019¹⁰. Toutefois, la bonne exécution de ce plan a significativement réduit cette source de sensibilité qui, au 31 décembre 2021 s'élève à EUR 2,2 millions par point de base pour l'ensemble des actifs évalués à la juste valeur, dont EUR 1,5 million par point de base pour les actifs ciblés à la vente dans le cadre du plan.
- Le groupe est par ailleurs exposé à certains risques opérationnels, propres à l'environnement de résolution dans lequel il opère et qui ont été renforcés par le contexte de travail à distance imposé par la pandémie de Covid-19.
- Enfin, des incertitudes résiduelles liées, par exemple, à de nouvelles évolutions des règles comptables et prudentielles sur la durée de la résolution du groupe pourraient provoquer une modification significative de la trajectoire de résolution initialement anticipée.

Lors de son appréciation de la pertinence de la continuité d'exploitation, la direction a examiné chacune de ces hypothèses et zones d'incertitudes.

- Depuis l'entrée du groupe en résolution ordonnée, Dexia a continuellement réduit son besoin de financement et rallongé la maturité des financements levés, dans une optique de gestion prudente de sa liquidité. L'accélération des ventes d'actifs décidée au cours de l'été 2019 a notamment permis une

¹⁰ Impact sur la réduction de la dette en 2022 du plan validé par le conseil d'administration le 19 juillet 2019.

baisse importante du besoin de financement du groupe, notamment en dollar US. En particulier, en 2021, le besoin de financement a été réduit de EUR 7,7 milliards, pour s'établir à EUR 61,6 milliards au 31 décembre 2021. Par ailleurs, durant l'année 2021, le groupe a maintenu une dynamique d'exécution soutenue de son programme de financement lui permettant notamment de finaliser son programme annuel de refinancement à long terme dès le mois de juillet. Cinq transactions publiques à long terme ont été lancées par Dexia Crédit Local en euro, en livre sterling et en dollar US, pour un montant total de EUR 5 milliards. Ainsi, Dexia a pu maintenir une réserve de liquidité jugée adéquate avec la restriction de l'accès au financement de la Banque centrale européenne (BCE) effective depuis le 1^{er} janvier 2022¹¹. Cette réserve de liquidité s'élève à EUR 13,1 milliards, dont EUR 11,1 milliards sous forme de cash au 31 décembre 2021.

- Dans le cadre de revues semestrielles, une mise à jour des projections financières du groupe a été présentée au conseil d'administration de Dexia le 16 décembre 2021. Elle intègre notamment un scénario macro-économique « central », basé sur le scénario de référence de la BCE publié en juin 2021, complété par les scénarios publiés par les banques centrales nationales lorsque disponibles. Ce scénario central prend en compte une forte reprise économique après le choc de 2020. Dexia a toutefois jugé ce scénario trop favorable puisque l'effet du choc de 2020 sur les défauts est décalé dans le temps. Aussi, une approche prudente a été retenue, tenant compte de l'évolution macroéconomique depuis le début de la crise et non pas uniquement à compter de fin 2020. À titre d'exemple, la croissance du PIB de la zone euro utilisée pour l'année 2021 dans les paramètres *point-in-time* (-2,5 %) est l'évolution agrégée de l'évolution du PIB constatée sur 2020 (-6,8 %) et de la projection du PIB pour 2021 dans le scénario de la BCE (+4,6 %).
- La direction a également tenu compte des contraintes et incertitudes de son modèle opérationnel ainsi que des risques liés à la continuité d'exploitation, inhérents au caractère spécifique de banque en résolution de Dexia.

En conséquence, après avoir tenu compte de l'ensemble de ces éléments et incertitudes, la direction de Dexia confirme qu'au 31 décembre 2021, ils ne remettent pas en cause les fondamentaux de la résolution ordonnée du groupe ni l'appréciation de l'application de la convention de continuité d'exploitation. Par conséquent, les états financiers consolidés peuvent être préparés selon les règles applicables à la continuité d'exploitation conformément à la norme IAS 1 § 25 et 26.

Annexe 2 – Rémunération de la garantie de financement prolongée au 1^{er} janvier 2022

La rémunération des États garants au titre de la garantie 2022 comprend une rémunération de base et une commission différée conditionnelle. Cette structure de rémunération particulière permet de pleinement mettre en œuvre le principe de partage de fardeau (*burden sharing*) qui sous-tend la résolution ordonnée de Dexia et qui impose que toute amélioration de la situation financière de Dexia bénéficie aux seuls États actionnaires et garants.

La rémunération de base est de 5 points de base par an sur les encours garantis, payable mensuellement. Cette commission serait en outre augmentée d'une commission différée conditionnelle, exigible dans l'hypothèse où deux conditions se matérialisent. Ces deux conditions sont cumulatives et sont énoncées dans la Décision de la Commission européenne du 27 septembre 2019, à savoir (i) une éventuelle exigibilité à charge de Dexia Crédit Local et de Dexia envers les porteurs de titres hybrides « Tier 1 » portant respectivement le code ISIN FR0010251421 et XS0273230572 – ce qui se traduit concrètement par une mise en liquidation de Dexia Crédit Local ou de Dexia – et (ii) Dexia Crédit Local ne dispose plus de l'agrément en tant qu'établissement de crédit prévu à l'article L.511-10 du Code monétaire et financier.

¹¹ La BCE a annoncé le 21 juillet 2017 la fin de l'accès à l'Eurosystème pour les structures de liquidation à partir du 31 décembre 2021.

La tarification de cette commission serait progressive dès 2022 et atteindrait, en 2027, un taux annuel de 135 points de base sur les encours émis sous le schéma de garantie prolongée. Cette commission s'applique aux encours de dette garantie émis par Dexia Crédit Local et est garantie par Dexia SA.

Les traitements comptables de ces paiements aux États garants ont fait l'objet d'analyses détaillées par Dexia.

D'un point de vue comptable, le traitement est différent dans les comptes consolidés sous IFRS de Dexia et de Dexia Crédit Local ainsi et dans les comptes sociaux en French GAAP de Dexia Crédit Local. Il n'y a pas d'impact dans les comptes sociaux en Belgian GAAP de Dexia, la commission s'appliquant aux encours de dette garantie émise par Dexia Crédit Local.

En 2022, le montant enregistré dans les comptes au titre de la commission différée conditionnelle sera non significatif, de l'ordre de EUR 5 millions. Pour les années à venir, le montant dépendra du montant à financer, qui est influencé par divers facteurs, en particulier l'évolution des taux d'intérêt.

Annexe 3 - Compte de résultat consolidé (données non auditées)

Compte de résultat consolidé - format ANC		
en millions d'EUR	2020	2021
Produit net bancaire	-216	-126
Charges générales d'exploitation et dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	-334	-298
Résultat brut d'exploitation	-550	-424
Coût du risque de crédit	-169	117
Gains ou pertes nets sur autres actifs	101	0
Résultat net avant impôts	-618	-307
Impôts sur les bénéfices	-1	-52
Résultat net d'impôts des activités abandonnées	0	25
Résultat net	-619	-334
Intérêts minoritaires	-1	0
Résultat net, part du groupe	-618	-334

Annexe 4 – Bilan simplifié (données non auditées)

Principaux agrégats de bilan - format ANC		
en millions d'EUR	31-12-2020	31-12-2021
Total de l'actif	114.427	98.650
<i>Dont</i>		
Caisse et banques centrales	9.866	9.753
Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	12.950	9.280
Instruments dérivés de couverture	1.263	662
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	3.369	1.902
Titres au coût amorti	37.332	34.767
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	21.507	17.308
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	27.532	24.506
Total des dettes	107.740	92.083
<i>Dont</i>		
Passifs financiers à la juste valeur par le résultat	12.525	10.116
Instruments dérivés de couverture	20.548	16.714
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	9.831	6.451
Dettes envers la clientèle	6.824	8.819
Dettes représentées par un titre	57.360	49.406
Capitaux propres	6.687	6.567
<i>Dont</i>		
Capitaux propres part du groupe	6.631	6.511

Annexe 5 – Adéquation du capital (données non auditées)

en millions d'EUR	31-12-20	31-12-21
Common Equity Tier 1	6.795	6.410
Total Capital	6.891	6.506
Actifs pondérés des risques	24.196	20.580
Ratio Common Equity Tier 1	28,1%	31,1%
Ratio Total Capital	28,5%	31,6%

Annexe 6 – Exposition au risque de crédit (données non auditées)

À partir du 1^{er} janvier 2021, Dexia a modifié l'EAD utilisée à des fins de communication externe, afin de la mettre en cohérence avec l'EAD utilisée dans les reportings COREP. À cette fin, Dexia publie désormais une EAD nette des provisions telles que définies par IFRS 9. L'impact total de ce changement sur le montant de l'EAD au 31 décembre 2020 est très limité, à EUR 26 millions. Afin de permettre la comparaison entre les différentes périodes, une colonne a été ajoutée aux tableaux d'exposition publiés dans ce communiqué de presse.

Répartition par zone géographique

en millions d'EUR	31-12-20		31-12-21
	EAD IFRS	EAD COREP	EAD COREP
France	20.962	21.041	19.594
Royaume-Uni	20.648	20.549	18.116
Italie	18.643	18.485	16.335
Espagne	4.646	4.602	3.890
Etats-Unis	4.628	4.626	3.697
Portugal	3.673	3.666	3.381
Japon	3.083	3.073	2.873
Autres pays européens	2.551	2.538	2.396
Allemagne	657	645	743
Europe centrale et de l'Est	857	858	643
Canada	601	592	378
Scandinavie	92	92	63
Amérique centrale et du Sud	37	37	43
Suisse	95	95	31
Asie du Sud-Est	6	6	5
Autres ⁽¹⁾	1.679	1.979	1.628
Total	82.858	82.884	73.816

(1) Inclut les entités supranationales, l'Australie.

Au 31 décembre 2021, Dexia ne possède aucune exposition directe sur l'Ukraine ou la Russie. Le groupe a une exposition indirecte via la filiale croate d'une banque russe, dont le montant est non significatif.

Répartition par type de contrepartie

en millions d'EUR	31-12-20		31-12-21
	EAD IFRS	EAD COREP	EAD COREP
Secteur public local	33.251	33.165	28.128
Souverains	28.595	28.421	26.458
Financements de projets	6.581	6.321	5.921
Entreprises	5.585	5.567	5.827
Etablissements financiers	6.218	6.184	4.491
Rehausseurs de crédit	1.317	1.317	1.254
ABS/MBS	1.311	1.240	1.182
Autres (inclus particuliers, PME, indépendants)	0	669	555
Total	82.858	82.884	73.816

Répartition par notation (système de notation interne)

	31-12-20		31-12-21
	EAD IFRS	EAD COREP	EAD COREP
AAA	19,8%	20,0%	21,2%
AA	6,2%	6,2%	4,9%
A	24,2%	24,1%	19,7%
BBB	41,9%	41,5%	45,6%
Non Investment Grade	7,3%	7,1%	7,2%
D	0,6%	0,5%	0,6%
Pas de notation	0,1%	0,7%	0,6%
Total	100%	100%	100%

Annexe 7 – Exposition sectorielle du groupe (EAD sur contreparties finales – données non auditées)

Exposition sectorielle du groupe sur certains pays									
en millions d'EUR	Total	dont secteur public local	dont financement de projets et entreprises	dont institutions financières	dont ABS/MBS	dont expositions souveraines	dont rehausseurs de crédit	dont autres (inclus particuliers, PME, indépendant)	
France	19.594	4.118	1.969	1.488	0	11.475	363	181	
Royaume-Uni	18.116	8.989	6.563	542	1.158	0	863	0	
Italie	16.335	7.439	62	126	0	8.693	0	15	
Espagne	3.890	2.683	644	182	22	360	0	0	
Etats-Unis	3.697	1.326	1.144	922	2	274	28	2	
Portugal	3.381	520	33	0	0	2.827	0	0	
Japon	2.873	2.630	0	244	0	0	0	0	

Exposition sectorielle du groupe par notation									
en millions d'EUR	Total	AAA	AA	A	BBB	NIG*	D	pas de notation	
Secteur public local	28.128	1.612	2.308	7.489	12.169	4.349	157	44	
Souverains	26.458	13.918	0	960	11.530	0	51	0	
Financements de projets	5.921	0	0	695	4.084	893	248	0	
Entreprises	5.827	0	0	726	5.049	37	2	14	
Etablissements financiers	4.491	0	189	3.458	810	25	0	10	
Rehausseurs de crédit	1.254	0	0	1.226	28	0	0	0	
ABS/MBS indépendants)	1.182	0	1.152	2	0	28	0	0	
	555	156	0	0	11	0	0	387	
Total	73.816	15.686	3.649	14.557	33.681	5.331	458	455	

* Non Investment Grade

Annexe 8 – Qualité des actifs (données non auditées)

Qualité des actifs		
en millions d'EUR		
Actifs dépréciés ⁽¹⁾		
Provisions spécifiques ⁽²⁾		
	<i>dont phase 3</i>	
	<i>POCI</i>	
Ratio de couverture ⁽³⁾		
Provisions collectives		
	<i>dont phase 1</i>	
	<i>phase 2</i>	

(1) Encours : calculé sur le périmètre provisionable IFRS 9 (juste valeur par capitaux propres + coût amorti + hors bilan)

(2) Provisions : en cohérence avec la partie du portefeuille prise en compte dans le calcul de l'encours, incluant les montants de provisions sur les encours POCI (Purchased or Originated Credit Impaired).

(3) Rapport entre les provisions spécifiques et les actifs dépréciés

Annexe 9 – Notations

Notations au 31 décembre 2021			
	Long terme	Perspective	Court terme
Dexia Crédit Local			
Fitch	BBB+	Stable	F1
Moody's	Baa3	Stable	P-3
<i>Moody's - Counterparty Risk (CR) Assessment</i>	<i>Baa3(cr)</i>		<i>P-3(cr)</i>
Standard & Poor's	BBB	Stable	A-2
Dexia Crédit Local (dette garantie)			
Fitch	AA-	-	F1+
Moody's	Aa3	Stable	P-1
Standard & Poor's	AA	-	A-1+

Contacts presse

Service Presse – Bruxelles
 +32 2 213 57 39
 Service Presse – Paris
 +33 1 58 58 58 49

Contact investisseurs

Investor Relations - Paris
 +33 1 58 58 58 49
 Investor Relations - Bruxelles
 +32 2 213 57 39